

CHÔMAGE ET PLEIN EMPLOI...

Il paraît que lorsque tout le monde a un emploi rétribué, on peut écouler sa production à un certain prix, l'économie est en bonne santé et toute conjoncture est favorable. Voire!

Cela ne peut être vrai dans la meilleure des économies possibles que si tous ceux qui touchent un salaire pour prix de leurs services font quelque chose d'utile; ou bien que ceux qui produisent échangent sur le marché des produits de valeur équivalente.

Croit-on, par exemple, que le fait de construire un pont (voir le film «*Crésus*» de J. Giono), ou une route là où ne passe personne résout le problème du chômage parce que cette construction distribue des salaires. Croit-on qu'en embauchant 100 employés dans tel poste administratif, alors que dix suffisent, on a contribué à enrichir l'économie. Croit-on que le fait de vendre au double de sa valeur le gaz, l'électricité, le billet de chemin de fer, l'essence, etc... en gonflant les effectifs ou en empochant les bénéfices à la production dus à la productivité, contribue à la création d'un marché équilibré. Poser de telles questions, c'est évidemment y répondre.

Des gens bien intentionnés justifient le militarisme ou s'en consolent en pensant qu'après tout, des millions de familles vivent des revenus que leur procure la fabrication des engins de guerre.

D'autres vont jusqu'à dire sans sourciller que les guerres, les tremblements de terre, les incendies, les inondations, ont un bon côté qui est de favoriser le plein emploi en donnant du travail aux ouvriers. «*Quand le bâtiment va, tout va!*», dit-on couramment. Détruire pour reconstruire, n'est-ce pas un peu l'un des principes des dieux qui président à notre destin.

Il paraît aussi que cette thèse dite du plein emploi serait celle d'un grand économiste anglais nommé Keynes. Je ne suis pas assez compétent pour l'affirmer, mais si c'est exact, à mon humble et tout petit avis, dans mon tout petit monde libertaire, je dis que ce savant se trompe et que sa thèse est fautive. Je crois qu'il vaut mieux payer des chômeurs que de les occuper à un travail inutile, ou bien payer des gens pour ne pas produire, comme aux U.S.A., si leur production est destinée à être détruite: ce qui ne signifie pas que ce système soit rationnel. On travaille pour vivre, on ne vit pas pour travailler. Si, par exemple, il suffisait de frotter une lampe, comme dans un conte des mille et une nuits, pour avoir tout ce qu'on désire, il serait insensé de maintenir notre gigantesque appareil de production et de distribution. Travailler, créer, produire seraient un jeu, une distraction, un sport. Je crois bien que c'est là la vérité et que ceux-là ont raison qui crient: *Vive le travail libre! A bas les travaux forcés!*

Mais, serrons de plus près la question. Dans une société comme la nôtre où tout se comptabilise, que prouve le chômage? Tout simplement que l'on peut produire autant en travaillant moins grâce au progrès technique qui permet de remplacer l'homme par la machine. Dans ces conditions, il est bien logique que certains tiennent le raisonnement suivant:

«Maintenant que nous pouvons vivre aussi bien en travaillant moins, à quoi bon nous donner plus de peine. A partir de demain, nous ne travaillerons plus que six heures par jour et si, pour des raisons techniques on ne peut agir ainsi, certains d'entre nous chômeront jusqu'à ce qu'ils aient la possibilité d'être occupés à leur tour tout en touchant le même salaire».

Ce raisonnement est tout à fait compréhensible, et c'est précisément une manière parmi beaucoup d'utiliser le progrès technique. Mais, dira-t-on, n'est-ce pas là l'arrêt de tout progrès, l'immobilisme dans l'évolution. Ce serait vrai si tout se passait ou pouvait se passer selon le vœu exprimé ci-dessus. Mais les choses ne se passent pas ainsi pour la raison que les hommes ne sont ni des saints ni des anachorètes, mais des

êtres vivants avides de satisfaire quantité de besoins présents et futurs. S'ils ont de l'argent de reste grâce à de meilleures méthodes de production, ils dépenseront cet argent pour se procurer des choses qu'ils désiraient depuis longtemps et qui maintenant sont à leur portée. Or, il faudra travailler pour produire ces nouveaux biens ou jouir des nouvelles distractions certainement plus coûteuses: la durée du travail n'en sera guère plus courte. L'idée que le progrès technique doit aller de pair avec une diminution de la durée du travail est une croyance fausse. Tout ce qui peut arriver c'est qu'une partie de la population se contente de vivre avec un revenu qu'elle jugera suffisant. Combien de gens se retirent pour vivre modestement quelque part alors qu'ils pouvaient travailler encore comme avant. Cette situation aura pour effet de diminuer l'offre de main-d'œuvre et par là de maintenir des salaires plus élevés pour ceux qui voudront travailler plus longtemps et avoir un train de vie plus confortable.

Donc, comme je crois l'avoir montré, le progrès technique, la rationalisation, l'automatisation ne conduisent pas au chômage. La théorie du plein emploi telle qu'elle est comprise provient d'une fausse interprétation des phénomènes économiques. L'emploi à tout prix conduit au gaspillage, quand ce n'est pas à de scandaleux abus: investissements malsains non rentables, créations d'organismes inutiles favorables au développement d'une bureaucratie dont on connaît la malfaisance: maintien des activités marginales par le système des subventions, etc...

Il faut le dire, le répéter, le crier dans l'oreille des sourds, de nos responsables de l'action syndicale: le chômage technologique n'est pas un signe de misère, mais de progrès, de prospérité et d'abondance. Mais, entendons-nous bien, il s'agit du chômage dû à de meilleures techniques de production. Il ne s'agit pas du débauchage dû au malthusianisme, à l'incompétence des chefs d'entreprises, aux mesures inspirées par un dirigisme irrationnel d'hommes corrompus dont la devise est celle-ci: *«Périssent la société, mais que nos intérêts triomphent»*.

Dans ce cas, en toute logique, en toute justice, les crises ne devraient pas être résolues par la mise en chômage des salariés, mais par des sanctions contre la direction et ses collaborateurs immédiats allant jusqu'à la révocation ou la mise à pied, c'est ainsi qu'on aurait dû procéder chez Renault. C'est tout le contraire qui a lieu avec les méthodes de nos gouvernants dirigistes: on renvoie les ouvriers de la base, on renfloue les entreprises en difficultés par des subventions, ce qui revient à accorder des dommages et intérêts aux techniciens et dirigeants souvent directement responsables des crises et des catastrophes! C'est ça notre monde capitaliste!

On ne doit pas craindre le chômage technologique. L'expérience le prouve. Le procédé technique nouveau ou l'emploi d'une machine réduisant momentanément le nombre des emplois ne peuvent, dans la pire des hypothèses, appauvrir l'économie générale, car alors on n'aurait procédé à aucun changement s'il en avait été ainsi. Donc, en attendant un emploi, tout chômeur peut conserver son salaire sans nuire à l'économie. Et, au fait, n'est-ce pas juste et logique que la machine qui prend la place de l'homme ne le prive pas de son salaire? N'est-ce pas le bon sens même! N'y a-t-il pas là aussi la justification du salaire garanti à vie pour tous les salariés.

Si la classe ouvrière, dans la mesure où ces mots ont encore un sens, voulait prendre conscience de tous ces problèmes, elle pourrait les résoudre à son avantage. Mais il lui faudrait opposer aux conceptions de ses maîtres où jouent l'appât des profits immédiats

Jean FONTAINE.
